Canada's Nuclear Regulator

L'organisme de réglementation nucléaire du Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2011–12

INFO-0818

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2011–2012

INFO-0818

Canadian Nuclear Safety Commission

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Canada

Annual Report on the Access to Information Act 2011–12

© Minister of Public Works and Government Services Canada 2012
Catalogue number CC171-7/2012
ISSN 1926-2469

Published by the Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC)
Catalogue number: INFO-0818

Extracts from this document may be reproduced for individual use without permission provided the source is fully acknowledged. However, reproduction in whole or in part for purposes of resale or redistribution requires prior written permission from the Canadian Nuclear Safety Commission.

Document availability

This document can be viewed on the CNSC Web site at nuclearsafety.gc.ca
To order a printed copy of the document in English or French, please contact:

Canadian Nuclear Safety Commission
280 Slater Street
P.O. Box 1046, Station B
Ottawa, Ontario K1P 5S9
CANADA

Tel.: 613-995-5894 or 1-800-668-5284 (in Canada only)
Facsimile: 613-995-5086
Email: info@cnsc-ccsn.gc.ca
Web site: nuclearsafety.gc.ca

Rapport annuel concernant la* Loi sur l'accès à l'information *2011–2012

© Ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2012
Numéro de catalogue CC171-7/2012
ISSN 1926-2469

Publié par la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN)
Numéro de catalogue : INFO-0818

La reproduction d'extraits du présent document à des fins personnelles est autorisée à condition que la source soit indiquée en entier. Toutefois, sa reproduction en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention préalable d'une autorisation écrite de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Disponibilité du document

Les personnes intéressées peuvent consulter le document sur le site Web de la CCSN à suretenucleaire.gc.ca, ou en commander des exemplaires, en français ou en anglais, en communiquant avec la :

Commission canadienne de sûreté nucléaire
280, rue Slater
C.P. 1046, Succursale B
Ottawa (Ontario) K1P 5S9
CANADA

Téléphone: 613 -995-5894 ou 1-800-668-5284 (Canada seulement)
Télécopieur : 613-995-5086
Courriel : info@cnsc-ccsn.gc.ca
Site Web : suretenucleaire.gc.ca

Annual Report on the *Access to Information Act* 2011–12

INFO-0818

GENERAL

The Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) regulates the use of nuclear energy and materials to protect the health, safety and security of Canadians and the environment, and to respect Canada's international commitments on the peaceful use of nuclear energy.

The CNSC's mandate, derived from the *Nuclear Safety and Control Act*, involves four major areas:

- regulation of the development, production and use of nuclear energy in Canada
- regulation of the production, possession, use and transport of nuclear substances, and the production, possession and use of prescribed equipment and prescribed information
- implementation of measures respecting international control of the development, production, transport and use of nuclear energy and substances, including measures respecting the non-proliferation of nuclear weapons and nuclear

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2011–2012

INFO-0818

GÉNÉRALITÉS

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) réglemente l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la sûreté, la santé et la sécurité des Canadiens, de protéger l'environnement et de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Aux termes de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, le mandat de la CCSN comprend quatre grands domaines :

- réglementer le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada
- réglementer la production, la possession, l'utilisation et le transport des substances nucléaires ainsi que la production, la possession et l'utilisation de l'équipement et des renseignements réglementés
- mettre en œuvre les mesures de contrôle international du développement, de la production, du transport et de l'utilisation de l'énergie et des substances nucléaires, y compris les mesures de non-prolifération des armes

explosive devices
- dissemination of scientific, technical and regulatory information concerning the activities of the CNSC, and the effects on the environment, on the health and safety of persons, of the development, production, possession, transport and use of nuclear substances

The CNSC also administers the *Nuclear Liability Act*, conducts environmental assessments under the *Canadian Environmental Assessment Act* (CEAA), and implements Canada's bilateral agreement with the International Atomic Energy Agency (IAEA) on nuclear safeguards verification.

PURPOSE OF THE *ACCESS TO INFORMATION ACT*

The purpose of the *Access to Information Act* is to extend the laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution, in accordance with the principles stating that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific, and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

nucléaires et des dispositifs nucléaires explosifs
- informer le public – aux plans scientifique, technique ou réglementaire – sur les activités de la CCSN et les conséquences, pour la santé et la sécurité des personnes et pour l'environnement, du développement, de la production, de la possession, du transport et de l'utilisation des substances nucléaires

La CCSN est également responsable de l'application de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*, de l'exécution des évaluations environnementales en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE) et de l'application de l'entente bilatérale du Canada avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'égard de la vérification des garanties nucléaires.

BUT DE LA *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION*

La *Loi sur l'accès à l'information* a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

TABLING OF THE ANNUAL REPORT

This annual report is prepared and is tabled in Parliament in accordance with section 72 of the *Access to Information Act*.

1. Statistical Report

I. Requests received under the *Access to Information Act*

In 2011–12, the CNSC received 85 requests under the *Access to Information Act*, representing a 6.25% increase from the number of requests received during the previous reporting period.

The CNSC also processed 22 informal requests during the reporting period. The majority were requests for review from within the CNSC, prior to documents being released informally on the external Web site or by other means.

The CNSC has reviewed more than double the number of pages reviewed in 2010–11. The CNSC Access to Information and Privacy (ATIP) Office processed just under 22,000 pages in 2010–11, and just over 41,000 pages in 2011–12. This includes over 8,000 pages for closed requests and over 33,000 pages for requests carried over to the next reporting period. The CNSC will continue to process approximately 33,000 pages from current active files in the fiscal year 2012–13.

The CNSC was also consulted on 18 occasions by other federal government

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport annuel est préparé et est déposé devant le Parlement conformément à l'article 72 de la *Loi sur l'accès à l'information.*

1. Rapport statistique

I. Demandes reçues en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

En 2011-2012, la CCSN a reçu 85 demandes présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information,* ce qui représente une augmentation de 6,25 % par rapport au nombre de demandes reçues à la période visée précédente.

La CCSN a également traité 22 demandes informelles au cours de la période visée. Il s'agissait en majeure partie de demandes d'examen provenant de la CCSN qui avaient été présentées avant que les documents soient diffusés informellement sur le site Web externe ou par d'autres moyens.

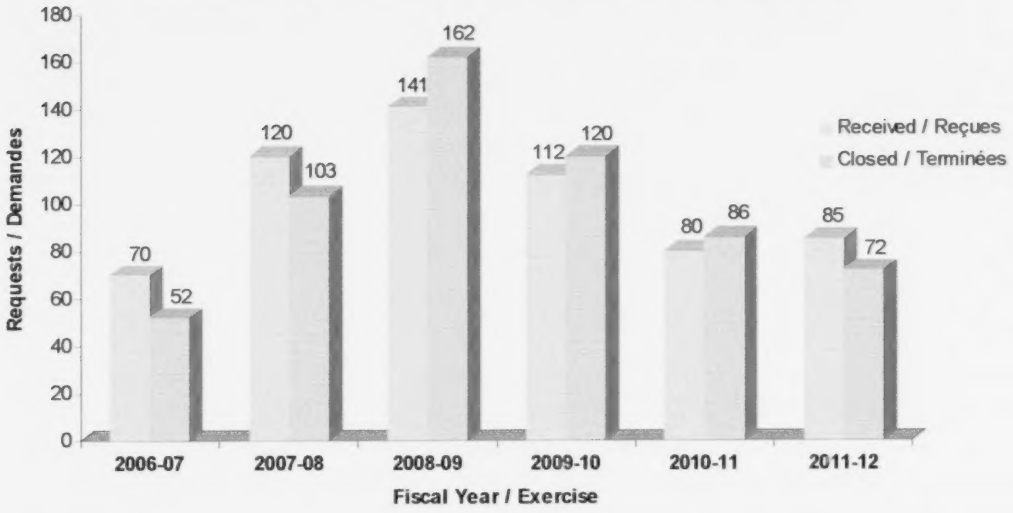
La CCSN a examiné plus du double du nombre de pages qu'en 2010-2011. Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) de la Commission a examiné près de 22 000 pages en 2010-2011 et un peu plus de 41 000 pages en 2011-2012. Cela inclut plus de 8 000 pages pour des demandes traitées et plus de 33 000 pages pour des demandes reportées à la prochaine période visée. Au cours de l'exercice 2012-2013, la CCSN continuera à examiner environ 33 000 pages provenant de dossiers en cours de traitement.

La CCSN a été consultée à 18 reprises par d'autres ministères et organismes fédéraux

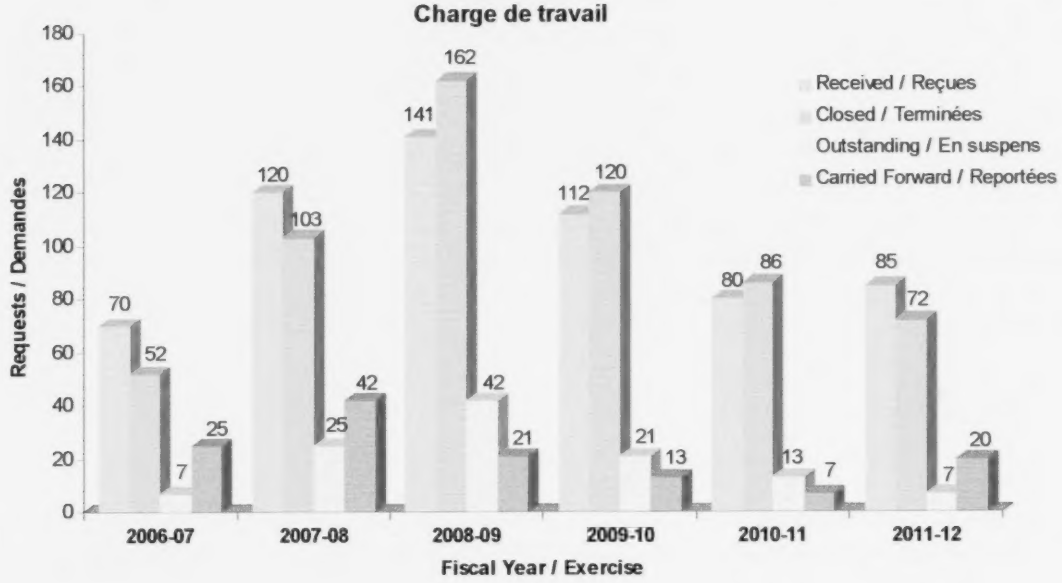
agencies and departments, where the records under their control related to CNSC activities. The CNSC processed 401 pages for these consultations.

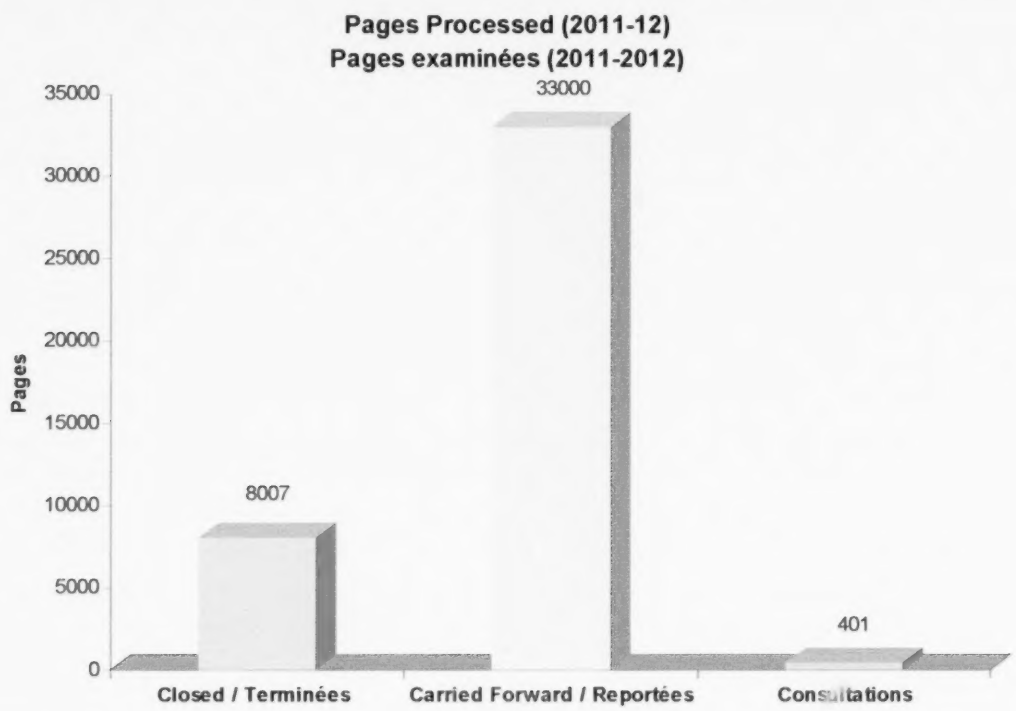
responsables de dossiers liés aux activités de la CCSN. La CCSN a examiné 401 pages dans le cadre de ces consultations.

Requests Received Under the *Access to Information Act*
Demandes reçues en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*



Workload
Charge de travail





II. Source of requests

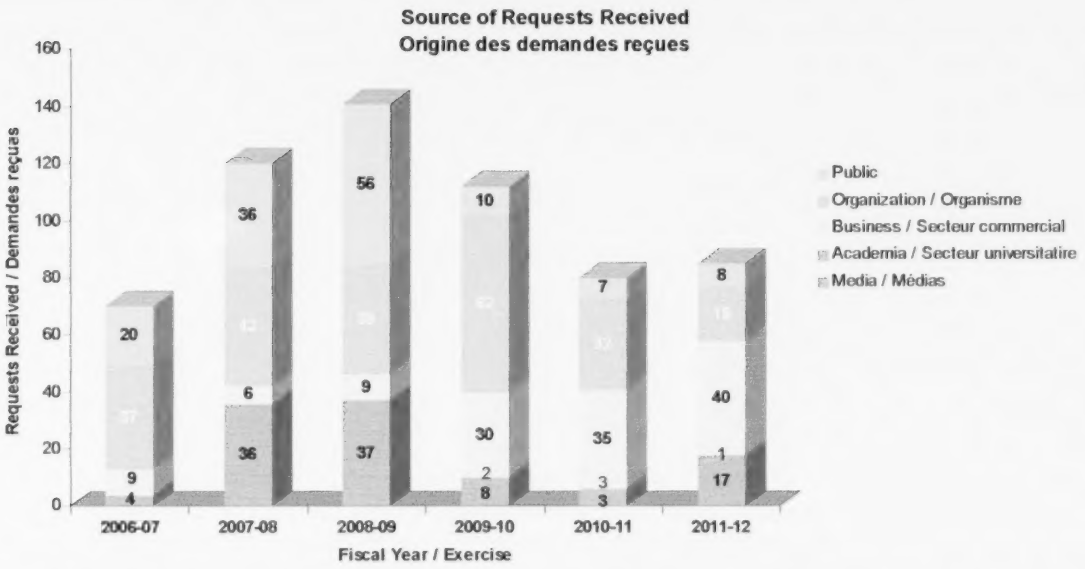
The most frequent type of requesters were businesses (47.06%), followed by organizations (22.35%), media (20%), the public (9.41%) and academia (1.18%).

While organizations have always been an important source of requests, businesses have gradually – over the past six reporting periods – overtaken the public as a common source of requests for CNSC information.

II. Origine des demandes

Les demandes provenaient le plus fréquemment d'entreprises (47,06 %), puis d'organisations (22,35 %), de médias (20 %), de membres du public (9,41 %) et d'universitaires (1,18 %).

Les organisations ont toujours présenté un volume élevé de demandes, mais, au cours des six dernières périodes visées, les entreprises, importants demandeurs d'information à la CCSN, ont fini par dépasser le public au chapitre du nombre des demandes.

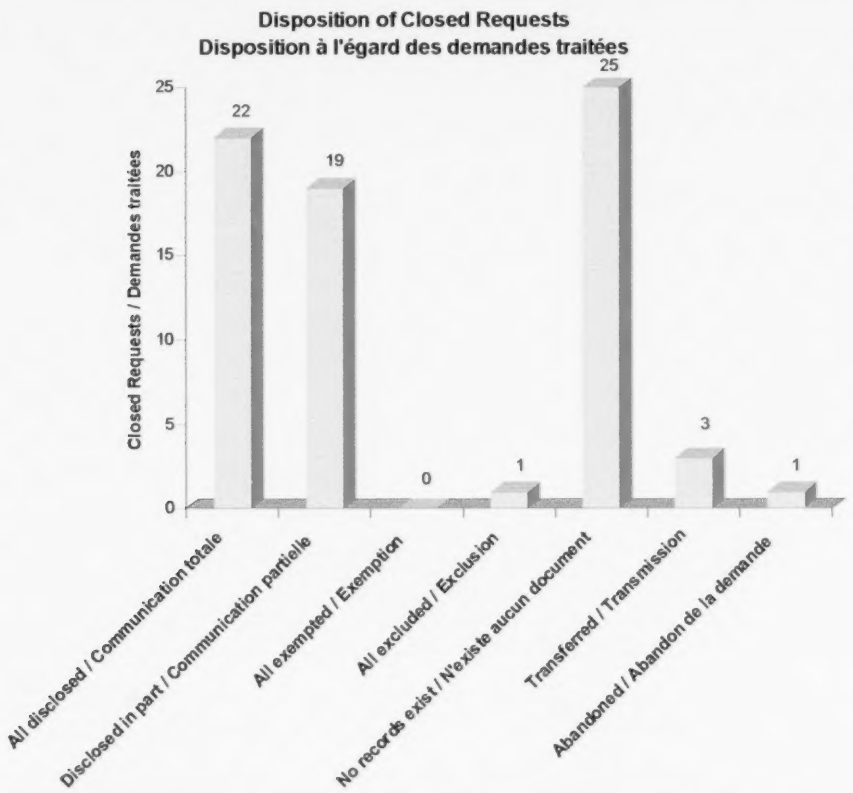


III. Disposition of closed requests

In 2011–12, the CNSC closed 72 requests. In 22 cases (31%), the CNSC released all of the information requested. In 19 cases (26%), the CNSC disclosed a portion of the information requested. In 25 cases (35%) the requested records did not exist.

III. Disposition à l'égard des demandes traitées

En 2011-2012, la CCSN a traité 72 demandes. Dans 22 cas (31 %), elle a communiqué toutes les informations demandées. Dans 19 cas (26 %), elle a communiqué une partie des informations demandées. Dans 25 cas (35 %), les documents demandés n'existaient pas.



IV. Exemptions or exclusions invoked

Most of the exemptions invoked by the CNSC in 2011–12 fell under four sections of the *Access to Information Act*: section 19(1), which protects personal information; paragraph 20(1)(*b*), which protects confidential information supplied by a third party; paragraph 20(1)(*c*), which protects information that could impact third party financial matters or negotiations; and paragraph 16(2)(*c*), which protects information which could be used to criminally exploit the vulnerabilities in particular buildings, structures and systems.

A single exclusion was invoked in 2011–12 under paragraph 68.2(*a*).

IV. Exceptions ou exclusions invoquées

La plupart des exceptions invoquées par la CCSN en 2011-2012 relevaient de quatre articles de la *Loi sur l'accès à l'information* : l'article 19(1), qui protège les renseignements personnels; l'alinéa 20(1)*b*), qui protège les renseignements confidentiels fournis par un tiers; l'alinéa 20(1)*c*), qui protège les renseignements dont la divulgation pourrait entraver les négociations menées par un tiers ou avoir une incidence sur ses finances et l'alinéa 16(2)*c*), qui protège les renseignements qui pourraient être utilisées par des criminels pour exploiter la vulnérabilité de certains bâtiments ou ouvrages ou de certains réseaux et systèmes.

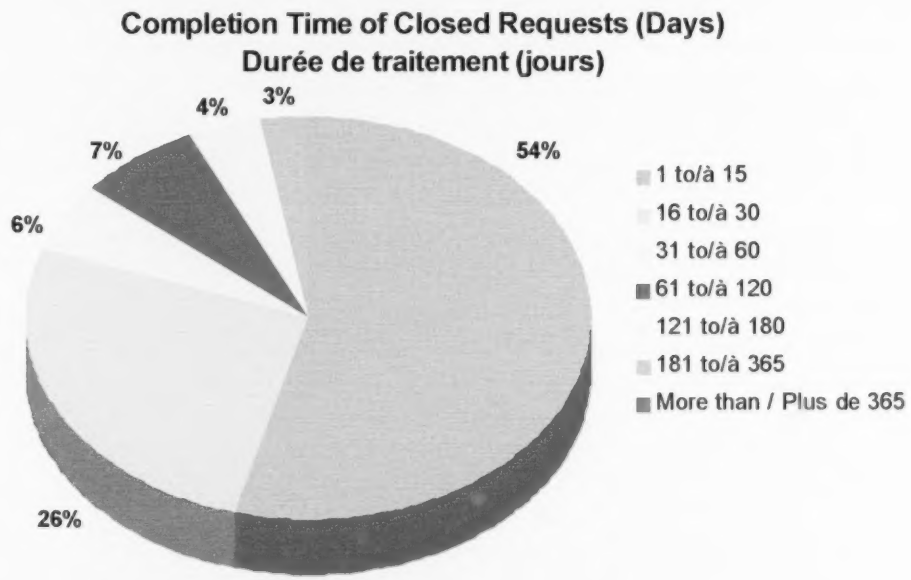
Une seule exclusion a été invoquée en 2011-2012 en vertu de l'alinéa 68(2)*a*).

V. Completion time

Of 72 closed requests, the CNSC responded to 39 (54%) in 15 days or less, and to 58 (80%) in 30 days or less. The remaining 14 requests were closed in 31 to 365 days. No request required more than 365 days to complete.

V. Durée de traitement

Sur 72 demandes traitées, la CCSN a répondu à 39 (54 %) en 15 jours ou moins et à 58 (80 %) en 30 jours ou moins. Les 14 autres demandes ont été traitées dans un délai de 31 à 365 jours. Aucune demande n'a été traitée dans un délai dépassant 365 jours.



VI. Extensions

In 2011–12, the CNSC closed 10 requests past the statutory deadline (13.89%). An extension was taken for the majority of these requests.

Section 9 of the *Access to Information Act* permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2011–12, the CNSC invoked 15 extensions. In nine of these cases, an extension was required to conduct third-party notification. In five of these cases, an extension was required for consultation with other federal agencies and departments. Most of the

VI. Prorogation

En 2011-2012, la CCSN a traité10 demandes en retard (13,89 %). La majorité des délais pour ces demandes ont été prorogés.

L'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information* permet de proroger un délai prévu par la Loi dans certaines circonstances. En 2011-2012, la CCSN a prorogé 15 délais. Dans neuf de ces cas, une prorogation était nécessaire pour donner un avis aux tiers. Dans cinq de ces cas, le délai a été prorogé pour tenir des consultations auprès d'autres ministères et

extensions were between 31 to 120 days in length.

VII. Costs

During 2011–12, the CNSC ATIP Office incurred $200,507 in salary costs and $5,500 in goods and services costs to administer the *Access to Information Act*.

See Annex A for further statistical information.

2. Practices and Procedures

At the CNSC, the administration of the *Access to Information Act* is the responsibility of the Client Services Division (CSD), within the Information Management and Technology Directorate.

Access to information requests are received by the Records Office and forwarded to the Access to Information and Privacy (ATIP) Office, CSD. The processing of requests is carried out by ATIP Office staff, in consultation with the appropriate directorates within the CNSC and, where necessary, with external parties.

The CNSC has two employees dedicated full-time to access to information activities. There are also three employees and one consultant dedicated part-time to access to information activities.

CNSC employees are provided with training and guidance on a regular basis, which aims to assist them in fulfilling their duties under the *Access to Information Act*. During 2011–12, the CNSC continued to concentrate on providing formal

organismes fédéraux. Dans la plupart des cas, le délai avait été repoussé de 31 à 120 jours.

VII. Coûts

Au cours de la période 2011-2012, le Bureau de l'AIPRP a engagé des coûts de 200 507 $ en salaires et de 5 500 $ en biens et services pour appliquer la *Loi sur l'accès à l'information*.

Veuillez consulter l'annexe A pour obtenir plus de renseignements statistiques.

2. Pratiques et procédures

À la CCSN, l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* est la responsabilité de la Division des services à la clientèle (DSC), qui fait partie de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information.

Le Bureau des documents reçoit les demandes relatives à la protection des renseignements personnels et les transmet au Bureau de l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (AIPRP) de la DSC, qui traite les demandes en collaboration avec les directions appropriées de la CCSN, et au besoin, avec des parties externes.

Deux employés de la CCSN s'occupent à temps plein des activités liées à l'accès à l'information. De plus, trois employés et un consultant s'occupent à temps partiel des activités liées à l'accès à l'information.

Les employés de la CCSN reçoivent régulièrement de la formation et de l'orientation pour les aider à répondre à leurs obligations aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information*. En 2011-2012, la CCSN a continué à s'attacher à fournir aux

information management, *Access to Information Act*, *Privacy Act,* and information security training to CNSC managers and their standing delegates. This mandatory training was provided in six sessions to 97 managers and standing delegates during the noted reporting period, and concentrated on informing managers and their delegates of their responsibilities under the noted areas. The CSD offers an integrated training approach, emphasizing the connections between sound information management practices and an effective ATIP program. The ATIP Office also provides advice and support, on an "as-required" basis.

gestionnaires de l'organisme et à leurs délégués permanents une formation théorique sur la gestion de l'information, la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la sécurité de l'information. Cette formation obligatoire a été donnée au cours de six sessions à 97 gestionnaires et à leurs délégués permanents au cours de la période visée et s'est attachée à les informer sur leurs responsabilités dans les domaines indiqués. La DSC offre une approche intégrée de la formation et met l'accent sur les liens entre de bonnes pratiques de gestion de l'information et un programme d'AIPRP efficace. Le Bureau de l'AIPRP fournit aussi des conseils et du soutien au gré des besoins.

Documentation and training materials on the CNSC ATIP program are available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the acts and Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

On trouve sur le site intranet de la CCSN de la documentation et du matériel de formation sur son programme d'AIPRP. On y trouve également des liens vers d'autres documents, tels que des lois, les politiques et les directives du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi que tout un éventail d'outils de gestion de l'information et d'orientation.

As an organization that values openness and transparency, the CNSC strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the *Access to Information Act*. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

En tant qu'organisation qui valorise l'ouverture et la transparence, la CCSN s'efforce de faire en sorte que l'information soit accessible au public sans qu'il ne doive recourir à la *Loi sur l'accès à l'information.* Les exceptions sont limitées et spécifiques, tel qu'exigé dans la Loi.

The CNSC frequently makes available, for examination by the public, copies of the following:

- current licences and approvals
- revocation or suspension notices
- reports concerning occurrences
- applications for approval of licences
- information on hazards to

La CCSN rend fréquemment disponibles, aux fins d'examen public, des copies des documents suivants :

- les permis actuels et les approbations
- les avis de révocation ou de suspension
- les rapports concernant les

individuals, the public or the environment
- orders for corrective measures to be taken, as a result of significant occurrences
- notices of intent to establish nuclear facilities
- Commission Tribunal hearing minutes and supporting documentation
- requests for temporary help
- proactive disclosure of senior management travel and hospitality expenses
- proactive disclosure of contract information
- Auditor General of Canada reports (pertaining to the CNSC)
- internal audits

événements
- les demandes d'approbation de permis
- des renseignements sur les dangers pour les personnes, le public ou l'environnement
- les ordres visant des mesures correctives à prendre par suite d'événements importants
- les avis d'intention de construire des installations nucléaires
- les procès-verbaux des audiences du tribunal de la Commission et la documentation qui s'y rattache
- les demandes d'aide temporaire
- la divulgation proactive des dépenses de voyage et d'accueil de la haute direction
- la divulgation proactive des renseignements sur les contrats
- les rapports du vérificateur général du Canada (relatifs à la CCSN)
- les vérifications internes

The CNSC also posts, on its external Web site, summaries of completed access to information requests processed by the ATIP Office.
www.nuclearsafety.gc.ca/eng/proactive_disclosure/index.cfm

La CCSN affiche sur son site Web externe des résumés des demandes d'accès à l'information traitées par le Bureau de l'AIPRP.
www.nuclearsafety.gc.ca/fr/proactive_disclosure/index.cfm

3. Delegation of Authority

The Governor General in Council has designated the authority to exercise the powers, duties and functions of the *Access to Information Act* to the President of the CNSC. The President of the CNSC has designated the Vice-President of the Corporate Services Branch, the Director General of the Information Management and Technology Directorate, the Director of Client Services Division and the Senior ATIP Advisor to exercise the powers, duties and functions of the head of the CNSC with respect to the *Access to*

3. Délégation de pouvoir

Le gouverneur général en conseil a délégué au président de la CCSN l'autorité d'exercer les pouvoirs, les responsabilités et les fonctions de la *Loi sur l'accès à l'information*. Le président a ensuite délégué au vice-président de la Direction générale des services de gestion, au directeur général de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information, au directeur de la Division des services à la clientèle et au conseiller principal de l'AIPRP l'autorité d'exercer ses pouvoirs, ses responsabilités et ses

Information Act.

See Annex B for a copy of the instrument of delegation.

4. Complaints and Appeals to the Federal Court

During 2011–12, one new complaint was registered with the Office of the Information Commissioner (OIC). At the time of reporting, the OIC had not yet started an investigation for this complaint.

Three complaint investigations were carried over from 2010–11. The CNSC is currently working with the OIC to resolve two of these complaints. The other complaint was deemed not founded, and has been resolved.

As always, the CNSC will continue to work closely with the OIC, to resolve the remaining ongoing complaints in a timely and efficient manner.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2011–12.

fonctions à l'égard de la *Loi sur l'accès à l'information*.

L'instrument de délégation se trouve à l'annexe B.

4. Plaintes et appels devant la Cour fédérale

Au cours de 2011-2012, une nouvelle plainte a été présentée au Commissariat à l'information. Au moment de l'élaboration du présent rapport, le Commissariat n'avait pas encore lancé d'enquête pour donner suite à cette plainte.

Trois enquêtes portant sur des plaintes ont été reportées de 2010-2011. La CCSN travaille actuellement avec le Commissariat à l'information afin de résoudre deux de ses plaintes. L'autre plainte a été jugée non fondée et a été réglée.

Comme toujours, la CCSN continuera à travailler de près avec le Commissariat à l'information afin de résoudre rapidement et efficacement les plaintes en suspens.

Aucun appel n'a été logé à la Cour fédérale du Canada en 2011–2012.

Annex A

Statistical Information

Annexe A

Renseignements statistiques

Government of Canada / Gouvernement du Canada

Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: Canadian Nuclear Safety Commission

Reporting period: 04-01-2011 to 03-31-2012

PART 1 – Requests under the *Access to Information Act*

1.1 Requests

	Number of Requests
Received during reporting period	85
Outstanding from previous reporting period	7
Total	92
Closed during reporting period	72
Carried over to next reporting period	20

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	17
Academia	1
Business (Private Sector)	40
Organization	19
Public	8
Total	85

PART 2 – Requests closed during the reporting period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of requests	Completion Time							
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	Total
All disclosed	13	8	1	0	0	0	0	22
Disclosed in part	5	2	2	5	3	2	0	19
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	1	0	0	0	0	0	1
No records exist	16	8	1	0	0	0	0	25
Request transferred	3	0	0	0	0	0	0	3
Request abandoned	1	0	0	0	0	0	0	1
Treated informally	1	0	0	0	0	0	0	1
Total	39	19	4	5	3	2	0	72

2.2 Exemptions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
13(1)(a)	1	16(2)(a)	0	18(a)	1	20.1	0
13(1)(b)	1	16(2)(b)	1	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	1	16(2)(c)	5	18(c)	1	20.4	0
13(1)(d)	0	16(3)	0	18(d)	0	21(1)(a)	3
13(1)(e)	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	2
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
15(1) - I.A.*	0	16.1(1)(d)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1) - Def.*	1	16.2(1)	0	19(1)	16	22.1(1)	0
15(1) - S.A.*	0	16.3	0	20(1)(a)	0	23	1
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b)	8	24(1)	3
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0	20(1)(c)	8		
16(1)(b)	0	17	0	20(1)(d)	3		
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

*I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
68(a)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	1	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(f)	0	69(1)(g) re (f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other formats
All disclosed	15	7	0
Disclosed in part	7	12	0
Total	22	19	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of requests	Number of pages processed	Number of pages disclosed	Number of requests
All disclosed	735	735	22
Disclosed in part	9638	7272	19
All exempted	0	0	0
All excluded	1	0	1
Request abandoned	0	0	1

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less than 100 pages processed		101-500 pages processed		501-1000 pages processed		1001-5000 pages processed		More than 5000 pages processed	
	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed	Requests	Pages disclosed
All disclosed	20	379	2	356	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	8	76	3	445	2	1126	6	5625	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Abandoned	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	30	455	5	801	2	1126	6	5625	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation required	Assessment of fees	Legal advice sought	Other	Total
All disclosed	1	0	0	1	2
Disclosed in part	12	0	0	3	15
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	1	0	0	0	1
Abandoned	0	0	0	0	0
Total	14	0	0	4	18

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of requests closed past the statutory deadline	Principal Reason			
	Workload	External consultation	Internal consultation	Other
10	1	4	1	4

2.6.2 Number of days past deadline

Number of days past deadline	Number of requests past deadline where no extension was taken	Number of requests past deadline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	4	1	5
16 to 30 days	0	1	1
31 to 60 days	0	1	1
61 to 120 days	0	1	1
121 to 180 days	0	2	2
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	4	6	10

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

PART 3 – Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of requests where an extension was taken	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	1	1	4	9
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	1	1	4	9

3.2 Length of extensions

Length of extensions	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
30 days or less	1	0	0	0
31 to 60 days	0	0	3	6
61 to 120 days	0	1	1	3
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	1	1	4	9

PART 4 – Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	# of Requests	Amount	# of Requests	Amount
Application	64	$320	8	$40
Search	0	$0	3	$355
Production	0	$0	0	$0
Programming	0	$0	0	$0
Preparation	0	$0	0	$0
Alternative format	0	$0	0	$0
Reproduction	0	$0	1	$19
Total	64	$320	12	$414

PART 5 – Consultations received from other institutions and organizations

5.1 Consultations received from other government institutions and organizations

Consultations	Other government institutions	Number of pages to review	Other organizations	Number of pages to review
Received during reporting period	18	420	0	0
Outstanding from the previous reporting period	1	2	0	0
Total	19	422	0	0
Closed during the reporting period	18	401	0	0
Pending at the end of the reporting period	1	21	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other government institutions

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	Total
Disclose entirely	6	1	3	1	0	0	0	11
Disclose in part	2	3	2	0	0	0	0	7
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	8	4	5	1	0	0	0	18

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	Total
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0		0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PART 6 – Completion time of consultations on Cabinet confidences

Number of days	Number of responses received	Number of responses received past deadline
1 to 15	0	0
16 to 30	1	0
31 to 60	0	0
61 to 120	0	0
121 to 180	0	0
181 to 365	0	0
More than 365	0	0
Total	1	0

PART 7 – Resources related to the Access to Information Act

7.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		$200,507
Overtime		$0
Goods and Services		$5,500
• Professional services contracts	$832	
• Other	$4,668	
Total		**$206,007**

7.2 Human Resources

Resources	Dedicated full-time to ATI activities	Dedicated part-time to ATI activities	Total
Full-time employees	2	3	5
Part-time and casual employees	0	0	0
Regional staff	0	0	0
Consultants and agency personnel	0	1	1
Students	0	0	0
Total	2	4	6

Annex B

Delegation Order

Annexe B

Ordonnance de délégation de pouvoirs

Access to Information Act and *Privacy Act* Delegation Order

Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

The President of the Canadian Nuclear Safety Commission, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and functions of the President as the head of a government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the attached designation.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire les postes mentionnés, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule le document ci-joint.

Schedule/Annexe

Position/Poste	Privacy Act and Regulations/Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements	Access to Information Act and Regulations/Loi sur l'accès à l'information et règlements
Vice-President, Corporate Services Branch/Vice-président, Direction générale des services de gestion	Full authority/Autorité absolue	Full authority/Autorité absolue
Director General, Information Management and Technology Directorate/Directeur général, Direction de la gestion et de la technologie de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Director, Client Services Division/Directeur, Division des services à la clientèle	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Senior ATIP Advisor/Conseiller principal de l'AIPRP	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue

Le président
Commission canadienne de sûreté nucléaire

JUL 2 3 2010

Michael Binder
President
Canadian Nuclear Safety Commission